-F11 P.1 .5271
Case
FRC
15389

DISCOURS

DE

MM. BRISSOT ET GUADET,

DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Prononcés à la séance de la société des amis de la constitution, le 25 avril 1792, l'an 4e de la liberté.

THE NEWBERRY
LIBRARY

AVANT-PROPOS.

Le discours qu'on va lire a été prononcé dans la séance de la société des amis de la constitution, le 25 de ce mois. Il a été interrompu, tantôt par les plus violens murmures, et tantôt par des applaudissemens. Les murmures partoient sur-tout des tribunes, où des femmes me prodiguèrent les injures les plus atroces. Il est évident, pour tout homme qui a suivi cette séance orageuse, qui l'a suivie sur-tout lorsque M. Guadet a parlé, que M. Robespierre a un parti, non pas tant dans la société, car je crois que la majorité y est saine; mais dans les tribunes, que lui et ses aides-de-camp dirigeoient ouvertement.

Il est évident que la faction dont M. Robespierre sert les projets, cherche à semer les troubles et les divisions dans la société, cherche sur-tout à en écarter les hommes qui professent la plus haute indépendance d'opinions, qui ont combattu et combattent le plus énergiquement et la liste civile, et le triumvirat passé, et les Feuillans. Quel est le but secret de cette faction? Je ne le dirai point; il me sufffit d'observer que la liste civile a les mêmes opinions que le parti de

M. Robespierre, calomnie comme lui les ministres, cherche à discréditer comme lui l'assemblée nationale, et sur-tout s'acharne comme lui sur les mêmes patriotes. — J'invite les amis sincères de la liberté et de la constitution à réfléchir sur ce rapprochement singulier qui existe depuis quatre mois. Mais que ces hommes de bien ne se découragent point, qu'ils se serrent; les factions passeront, le patriotisme seul restera.

J'ai rétabli, dans cet imprimé, quelques morceaux que j'avois été forcé de supprimer pour abréger; car on ne croira pas que j'ai été plus de deux heures à la tribune.

DISCOURS
DE J. P. BRISSOT,

Prononcé à la société des amis de la constitution, le 25 avril 1792, l'an 4me de la liberté.

MESSIEURS,

JE suis dénoncé. Je vais répondre. En commençant ma justification, je n'éprouve qu'un embarras, c'est de connoître et de fixer les crimes dont on m'accuse. Je n'étois pas présent lors de la dénonciation. Je n'ai pu que recueillir les discours de citoyens présens. Mais si j'en crois les récits qu'on m'a faits, je vois dans ces dénonciations vagues, des déclamations, des injures, des fureurs, mais pas un fait, pas une preuve, pas même le plus léger indice. M'accuse-t-on en effet, d'avoir, à l'assemblée natiouale, voté contre les intérêts du peuple, d'avoir un seul moment cessé de les défendre ? Non. M'accuse-t-on de déserter cette société? J'y viens peu, et c'est bien à regret; mais mon devoir m'appelle, ou à l'assemblée nationale, qui a presque toujours eu séance les soirs, ou au comité diplomatique, dont les discussions deviennent de plus en plus importantes. M'uccuse-t-on d'avoir, dans le journal que je rédige, trahi la cause de mes fréres, ra-

senti l'énergie avec laquelle j'ai toujours combattu et les fauteurs ouverts du despotisme, et les hypocrites qui voudroient le ramener, en se couvrant du masque de la constitution ? Non. J'ai jour et nuit été à mes deux postes, tel que j'ai constamment été avant et depuis la révolution.

Quels sont donc mes crimes ? J'ai fait, dit-on, les ministres actuels; j'entretiens une correspondance secrette avec MM. Lafayette et Narbonne : je veux faire du premier un protecteur, et j'ai à cet effet conspiré avec M. Condorcet. Examinons ces griefs.

Certes on me prête un bien grand crédit, quand on fait descendre les ministres de mon quatrième obscur, quand on affirme que de là j'ai dicté des loix au château des Tuileries. J'embarrasserois, je crois, mes adversaires en leur demandant leurs preuves. Mais j'admets avec eux que j'ai cette étrange puissance ; où seroit donc le crime d'avoir fait de pareils ministres ? Ils sont tous pris dans le sein même de la société ; ils ont tous donné des preuves de leur patriotisme. Or, depuis quand seroit-ce un crime parmi les patriotes que d'élever au ministère le talent et le patriotisme ? Depuis quand seroit-ce un crime que de confier aux mains des amis, des hommes du peuple, les intérêts du peuple ? Mon crime seroit donc ici le patriotisme même ; et ce crime, je le partagerois avec vous, je le partagerois avec mes adversaires même ; car n'ont ils pas sans cesse déclamé contre les Montmorin, les Delessart, les Duportail ? N'ont-ils pas fait des vœux pour leur expulsion et pour un ministère patriote ? Ils sont donc en contradiction avec eux-mêmes, ou ils doivent convenir qu'un ministère patriote est un bienfait national. Par quelle étrange bizarrerie se fait-il qu'après avoir

desiré un ministère patriote, qu'après l'avoir vu réalisé, ils accusent, comme des traitres à la patrie, ceux auxquels ils prêtent sa composition? Par quel étrange rapprochement se fait-il que des Jacobins copient le langage des Gautier, des Royou, des Mallet du Pan, c'est-à-dire, des ennemis les plus exécrables de la liberté? Ou plutôt ils sont bien plus inconséquens que ces folliculaires odieux; car au moins ceux-ci s'affligent, parce qu'ils voyent le pouvoir dans les mains de leurs ennemis; et ici des Jacobins s'affligent de le voir dans les mains de leurs frères mêmes...... c'est-à-dire, qu'ils gémissent du triomphe des principes, du bonheur du peuple, de l'union entre les deux pouvoirs, des bonnes loix qui en vont résulter! N'est-ce pas le comble du délire, si ce n'est pas le fruit de l'amour-propre ou de l'intérêt blessé?

Mais, dit-on, ce ministère va faire pleuvoir les graces dans le sein de la société, il va se faire des créatures, il va corrompre. — Est-ce bien dans cette tribune que ce langage s'est fdit entendre, et ne conviendroit-il pas plutôt à la tribune des Feuillans? On feroit donc l'éloge des ministres, s'ils préféroient des Feuillans? Eh! plût au ciel que toutes les places ne fussent occupées que par des Jacobins! plût au ciel qu'on pût avec facilité et tout-à-coup purifier les anciens bureaux! plût au ciel que, par un miracle, le patriotisme de nos frères se trouvât tout-à-coup accompagné des lumières propres à remplir routes les places, et à remplacer sur le champ ceux qui ont les lumières sans le patriotisme! plût au ciel, en un mot, que tout fût Jacobin, depuis le trône jusqu'au dernier commis! Alors, messieurs, vous n'auriez à craindre ni roi perfide,

ni ministre traître, ni comité secret, ni les armées du dehors, ni les troubles du dedans. Le mal ici n'est donc pas que les places, dans les bureaux de chaque ministère, soient occupés par des Jacobins, mais de ce qu'elles ne sont pas toutes encore occupées par des Jacobins.

On craint leur corruption. — Mais par cette crainte ne calomnie-t-on pas ses frères? ne calomnie-t-on pas le peuple et l'opinion publique? Estimons assez nos frères pour croire qu'ils ne se laisserons pas si facilement séduire; et quand ce malheur arriveroit, reposons-nous sur l'opinion publique du soin de les démasquer et de les punir. Ne craignons pas que la source des dénonciations tarisse promptement; et si les hommes de bien, même les plus irréprochables, sont éternellement dénoncés, sans doute ils le seront aussi, les pervers qui déserteront la cause du peuple.

La dénonciation est l'arme du peuple, arme utile, arme nécessaire. Savez-vous quels sont ses plus cruels ennemis? Les dénonciateurs qui font métier de l'être. Ils ont calomnié la dénonciation; ils l'ont perdue en la prostituant. Voulez-vous, messieurs, la rendre utile? Forcer les dénonciateurs à signer leurs dénonciations, à ne jamais remettre la preuve au lendemain, lorsqu'ils ont percé leur ennemi la veille. — Couvrez du plus profond mépris celui qui dénonce et ne prouve pas. Voilà le secret d'honorer les dénonciations, de condamner au silence les calomniateurs, et de rassurer les bons citoyens contre le brigandage des diffamations.

Et voilà ce que je ne cesse de demander à mes adversaires, depuis qu'ils me calomnient: — des preuves! des preuves!

Ils me prêtent des correspondances avec MM. Lafayette et Narbonne.... Mais où sont ces correspondances ? Où sont les preuves ? Je les somme de les produire ; car sans doute ils n'espèrent pas être crus sur leur simple affirmation.

J'ai déclaré, j'ai imprimé dans le Patriote François, que je n'avois pas vu M. Lafayette depuis le 23 juin 1791. Je le repète, et j'ajoute que depuis ce temps je n'ai eu aucune relation directe ni indirecte avec lui.

Que deviennent maintenant ces fables, dont on a empoisonné tous les esprits, sur mes conférences mystérieuses avec un homme que je n'ai pas vu depuis dix-huit mois ; sur mon intimité avec un homme dont le parti ne cesse de me persécuter ? Que deviennent ces vains et misérables espionages qui trahissent la rage de ceux qui ont besoin de me perdre ? Que deviennent ces historiettes de déjeûners, de soupers avec M. Narbonne, que je ne vois point, avec madame de Stael, dont je ne connois pas même la figure, dont je déteste les intrigues ? Lâches impostures vomies par l'*Ami du Roi*, les *gardiens de la constitution*, réchauffées par de prétendus patriotes, dont l'ambition a été trompée, et qui veulent se venger de ce que je n'épouse pas leurs fureurs ou leurs vues personnelles.

Ils se fabriquent, à dessein, des épouventails, et ils en prêtent ensuite la fabrication à ceux qu'ils veulent perdre. Ainsi, depuis quelque temps, ils parlent d'un *protecteur* et de *protectorat*. Ils veulent effrayer les esprits de ce mot, afin de pouvoir les familiariser avec celui de *tribunat*.... Insensés ! ils ne voient pas que

le protectorat est une chimère, et qu'en dépit de toutes leurs intrigues, le tribunat n'existera pas davantage.

Eh ! qui donc auroit la fatale audace de vouloir se faire protecteur? Qui donc, détrônant le roi constitutionnel, auroit l'imbécillité de se mettre la couronne sur la tête? Qui donc peut imaginer que la race des Brutus est éteinte? Qui donc ne sait pas qu'au défaut des Brutus, les remords et la crainte déchirent sans relâche l'ame d'un usurpateur? Qui donc voudroit s'exposer au supplice de ne savoir, comme Cromwell, où reposer sa tête en sûreté, de dormir, ou plutôt de veiller sans cesse, entouré de sabres, de poignards et de poisons? Eh! quand il existeroit un homme assez insensé, assez ennemi de lui-même pour braver tous ces dangers; quand la nation seroit assez lâche pour laisser long-temps la vie à un usurpateur, je vous le demande, où est l'homme en France qui ait dix fois le talent de Cromwel? Car, messieurs, croyez-vous que Cromwel eût réussi dans une révolution comme la nôtre? Il avoit deux armes puissantes dans sa main; l'ignorance du peuple et la superstition. Il faisoit parler le ciel à des fanatiques; et le fanatisme est aujourd'hui décrié presque partout, et par le peuple même ...... Vous qui voyez dans Lafayette un nouveau Cromwell, un nouveau protecteur, vous ne counoissez ni Cromwell, ni Lafayette, ni le peuple françois.... Cromwell avoit du caractère, et l'on ne devient point protecteur sans caractère.. et la nation ne sera jamais assez lâche pour souffrir un protecteur, eût-il même du caractère; et cette société recèle une foule d'amis de la liberté qui

périroient plutôt que de le souffrir.... j'en fais le premier serment. Moi le partisan, l'esclave d'un protecteur ! Ou l'égalité régnera en France, ou je périrai en combattant pour elle, et contre les protecteurs, et contre les tribuns.

Les tribuns ou les agitateurs sont une autre classe d'ennemis bien plus dangereux pour le peuple que les protecteurs. Les tribuns sont les hommes qui veulent accaparer la réputation, pour accaparer l'empire; qui flattent le peuple pour le subjuguer; qui tyrannisent les opprimés sous le nom de la liberté; qui décrient tout ce qui ne sort pas de leur bouche; rendent suspects tous ceux qui ne carressent pas leurs exagérations; distillent le poison des défiances, le fiel des soupçons, sur la vertu la plus pure, parce que la vertu ne veut pas s'avilir devant leurs caprices.

Voulez-vous reconnoitre ces hommes à des signes certains? Rappelez-vous qu'Aristide et Phocion n'assiégeoient pas sans cesse la tribune ou les places publiques; mais qu'ils étoient à leur poste, au camp ou dans les tribunaux; rappelez-vous qu'ils ne dédaignoient aucun poste, quelque mince qu'il fût; qu'ils ne parloient jamais d'eux-mêmes; qu'ils parloient peu, mais qu'ils faisoient beaucoup. Rappelez-vous qu'ils ne flattoient jamais le peuple; que s'ils étoient ardens à dénoncer, ils ne dénonçoient pas sans preuves, parce qu'ils étoient justes et philosophes. Voilà les traits auxquels vous distinguerez le vrai patriotisme de l'hypocrisie du patriotisme. Les aristocrates et les faux patriotes de ce temps-là n'épargnèrent pas à ces grands hommes les dénonciations et les menaces. Phocion fut même victime d'un de ces flatteurs du peuple,

qui l'accusa d'avoir conjuré contre sa patrie, lorsqu'il s'occupoit du soin de la sauver : et ce trait me rappelle l'horrible calomnie élevée contre M. Condorcet. C'est au moment même où ce respectable patriote, luttant contre une maladie cruelle, se livre aux travaux les plus opiniâtres pour terminer le plan de l'instruction publique; c'est au moment où il apprend aux puissances étrangères, dans des adresses dictées par la philosophie la plus sublime, à respecter les droits de l'homme et des peuples libres; c'est au moment où il épuise sa santé dans des calculs immenses, pour réparer nos finances; c'est encore lorsqu'infatigable dans ses travaux, il attaque dans un journal qui fait le désespoir du *modérantisme*, cette faction dangereuse, qu'il en dévoile les manœuvres, les intrigues, qu'il pulvérise ses petits sophismes, qu'il met à nud son hypocrisie; c'est alors qu'il honore l'assemblée nationale, qu'il éclaire le monde, qu'il justifie votre choix; c'est alors qu'on vient l'accuser dans cette enceinte, d'intrigues, de conjuration contre la liberté, contre la patrie. . . .

Détracteurs de ce grand homme ! où sont donc vos titres pour le déchirer avec tant d'audace? Qui êtes-vous ? Qu'avez-vous fait ? où sont vos travaux, vos écrits ? où sont les services que vous avez rendus à la patrie, à la liberté, à la philosophie ? Pouvez-vous citer comme lui tant d'assauts que, pendant plus de 30 années, il a livrés avec Voltaire, d'Alembert, Diderot, à la superstition, au fanatisme, au despotisme parlementaire et ministériel, aux erreurs de toutes les classes? Croyez-vous que si ces génies opiniâtres et courageux n'avoient aplani la voie de la liberté politique par la liberté religieuse, s'ils

n'avoient électrisé les esprits, montré à l'homme le secret de sa grandeur et de sa force, croyez-vous que la tribune retentiroit de vos harangues faciles sur la liberté? Ce sont vos maîtres en philosophie, et vous les calomniez lorsqu'ils servent le peuple!.... Vous déchirez Condorcet, lorsque sa vie révolutionnaire n'est qu'une suite de sacrifices pour le peuple. Philosophe, il s'est fait politique; académicien, il s'est fait journaliste; noble, il s'est fait Jacobin; placé par la cour dans un poste éminent et lucratif, il l'a quitté pour celui que lui a confié le peuple. Sollicité par le ministère, les Feuillans, il n'a voulu servir que le peuple; il lui a consacré sa plume, ses travaux, ses veilles; il a ruiné sa santé pour le peuple; et cependant qui le déchire au milieu de ses immortels travaux?... Ce sont des hommes qui se vantent d'aimer le peuple et la liberté... Ses plus cruels ennemis tiendroient-ils un autre langage? saliroient-ils avec plus d'infamie le talent respectable? déchimeroient-ils avec plus d'acharnement contre la vertu? la travestiroient-ils avec plus d'ignorance en intrigues?... Eh! qu'y a-t-il donc de commun entre le génie et l'intrigue, entre la philosophie et l'immoralité, entre la lampe de Socrate et les orgies des boudoirs? Oui, malheur à l'homme qui a profané cette enceinte de toutes ces horreurs!... Il a donné la mesure ineffaçable de son ame impure, mais il n'a pas flétri le génie; ... car, dans un régime libre, le génie plane toujours au-dessus des calomnies qui retombent bientôt, avec leurs auteurs, dans le néant, lorsque les noms des Zoiles n'ont rappelés que comme un opprobre.

Que ceux qui ont spéculé sur les calomnies contre les patriotes intègres, cessent de s'abuser.

On a pu perdre un homme de génie sans probité ; on ne perdra jamais le talent uni au patriotisme et à la probité, parce que le talent patriote, malgré les calomnies, marche toujours sur la même ligne, parce que le peuple est juste enfin. Vous me pardonnerez, sans doute, ce mouvement d'indignation contre l'outrage fait à la philosophie et au génie ; ce sont vos meilleurs appuis ; c'est votre bien, c'est votre intérêt que je défends ici. Le garant le plus sûr de la durée de votre révolution, c'est la philosophie. Voyez celles qui ont manqué après avoir jetté un vif éclat ; elles n'étoient pas fondées sur la philosophie : c'est encore le meilleur gage du patriotisme. Le patriote par excellence, c'est le philosophe; le meilleur ami du peuple, c'est le philosophe. En douteriez-vous? Voyez le bonhomme Richard ; voyez Franklin ; il fut toute sa vie le père du peuple.

L'artifice le plus dangereux qu'on puisse employer, c'est de chercher à vous aliéner des hommes qui, aux talens, joignent des connoissances, de la philosophie. On les accuse d'être froids, parce qu'ils ne sont pas exagérés ; d'être tièdes, parce qu'ils rejettent les fureurs ; de n'avoir pas de patriotisme, parce qu'ils examinent avec calme ; d'être ennemis du peuple, parce qu'ils n'investissent pas sans cesse ses tribunes. La conspiration contre les talens et les vertus est bien plus réelle que toutes ces prétendues conspirations dont on ne cesse de vous bercer, et dont on ne produit jamais de preuves, et cette conspiration est ourdie par la cour ; tous les fils partent de là.

Que veut la cour ? Faire, s'il est possible, rétrograder le peuple vers l'ignorance et la barbarie : cette ignorance lui convient comme aux agita-

teurs. Que veulent au contraire les philosophes amis de la liberté? Que le peuple s'instruise, qu'il s'habitue à raisonner, à examiner de sang-froid, à discuter lui-même ses intérêts, à se passer des tribuns comme des protecteurs. Quand le peuple sera arrivé à ce degré, les amis de la cour, comme les agitateurs, seront démasqués, seront nuls. Les amis de la cour et les agitateurs doivent donc haïr également les hommes à talens et les philosophes qui dévoilent leurs manœuvres; ils doivent suivre, pour les détruire et pour tromper le peuple, le même plan, les mêmes vues, la même marche; et ce rapprochement est si frappant ici, que je croirois manquer à mon devoir de ne pas le développer.

Les Jacobins triomphent; le patriotisme domine par-tout, dans le conseil du roi comme à l'assemblée nationale, à l'armée comme dans les clubs; tous les projets de la cour sont déjoués. Que doit faire le parti de la cour? Diviser cette majorité imposante. Comment la diviser? En semant les défiances, les soupçons, en aigrissant, en excitant les patriotes les uns contre les autres, en publiant les libelles, en réchauffant les journaux incendiaires, en déchirant les députés, qui, comme ceux du département de la Gironde, ont rendu des services signalés à la chose publique. — Que font nos agitateurs? Précisément la même chose. Au lieu d'occuper la société de questions utiles, importantes, ils absorbent son temps en déclamations, en dénonciations, en injures. — Comme les amis de la cour, comme les modérés, comme leurs journalistes mercénaires; ils calomnient les ministres; comme eux, ils déchirent les patriotes les plus sincères et les plus utiles; comme eux,

ils dénigrent la majorité de l'assemblée nationale ; comme eux, ils crient contre la guerre, lorsque la guerre est voulue par toute l'assemblée nationale, par toute la nation. — Certes, je n'imiterai pas ici la facilité à calomnier de nos adversaires ; je n'affirmerai pas sur des *on dit* qu'ils sont payés par la liste civile ; je n'affirmerai pas sur des *on dit*, qu'ils ont un comité secret avec lequel ils prétendent gouverner cette société ; je n'affirmerai pas sur des *on dit*, qu'à l'aide de la liste civile, ils publient des libelles et des journaux ; mais je dirai qu'ils suivent la même marche que la liste civile ; je dirai qu'ils font le même mal et plus de mal qu'elle ; car, qui peut croire aux calomnies de la liste civile et de ses infâmes stipendiaires ? et qui n'est pas ébranlé par les assertions d'hommes qui ont le manteau du patriotisme ?

Eh ! dans quel moment ces derniers sèment-ils la division et les haines dans le sein de la société ? Au moment où nous sommes en proie à des guerres intestines et à la guerre extérieure ; c'est-à-dire qu'ils attisent la première, et qu'ils appelent le glaive des étrangers sur nous. Ils impriment que la guerre est le fruit d'une manœuvre, est le vœu d'une faction. — Une faction qui renferme presque toute la nation ! Qu'est-ce que les étrangers peuvent conclure de cette assertion fausse et même criminelle ? Que la dvision règne parmi nous, qu'il sera facile de nous vaincre. Encore une fois, un ennemi de la liberté, de la révolution, tendroit-il un autre langage ?

Que veulent les partisans de la guerre ? Honorer la France, faire triompher sa constitution,

la faire respecter des puissances étrangères. Ils disent à la France :

Tombe, ou punis les rois : ce sont là les traités

Que veulent nos adversaires? Le silence, la lâcheté; c'est-à-dire, notre honte et notre dissolution; et leur langage est encore précisément le même que celui des Royou, des Durosoy.

Que voulons-nous encore? Guerre aux tyrans du dehors; mais la paix au-dedans, mais l'union avec tous nos frères.

Que veulent nos adversaires? Paix aux tyrans, guerre et désunion dans cette société; voilà ce que depuis quatre mois une petite minorité ne cesse de prêcher dans des dénonciations vagues. Car, quelle pourroit en être l'issue, si les patriotes n'étoient pas fermes à leur poste, s'ils se laissoient dégoûter par des tracasseries? Mais que nos adversaires cessent de l'espérer. Non, jamais les bons citoyens n'envisageront qu'avec horreur leur retraite ou une scission. Nous resterons Jacobins, éternellement Jacobins, malgré ces sourdes et éternelles persécutions. Nous y resterons, parce que nous sommes convaincus que la vertu doit triompher de toutes les intrigues, que la société, fatiguée du despotisme de quelques parleurs, va reprendre enfin son premier esprit.

N'est-il pas revoltant, en effet, que depuis quatre mois on ne cesse d'écarter l'ordre du jour, d'occuper la société de ridicules dénonciations, lorque les questions les plus importantes réclament votre attention, lorsque toutes les sociétés du royaume attendent que vous

prépariez, que vous pressiez, que vous sollicitiez ces décrets qui manquent encore à la liberté, à l'influence populaire? Jamais moment plus favorable ne s'est ouvert pour les faire rendre, pour espérer leur sanction, puisque le patriotisme domine à l'assemblée nationale et dans le conseil du roi. Laisserez-vous échapper une occasion que le ciel vous présente, qui peut-être va vous échapper avec rapidité, qui peut-être encore ne se représentera jamais? Que direz-vous au peuple qui attend de vous instructions et lumières, et auquel on ne donne, depuis quelque temps, que le spectacle de combats scandaleux? Que direz-vous à la nation entière, qui a mis dans vous sa confiance, ses espérances? Que lui repondrez-vous, quand elle vous demandera compte de vos efforts? Croyez-vous que de misérables débats, excités par l'amour-propre, pourront remplacer ce que vous devez à la patrie? Non, messieurs, il est temps enfin d'ensevelir dans l'oubli ces méprisables dénonciations, de déjouer toutes les spéculations de vos ennemis sur vos discordes et votre scission; il est temps de contraindre les dénonciateurs a présenter désormais des preuves ou à se condamner au silence; il est temps de vous rappeler à la base principale de votre institution, qui fut toujours la discussion de l'ordre du jour de l'assemblée nationale.

Je conclus donc à ce que, vouant au mépris toutes les dénonciations, on passe à l'ordre du jour.

DISCOURS DE M. GUADET, DÉPUTÉ;

Prononcé dans la même séance. (1)

Personne ne desire plus que moi de voir la société s'occuper de discussions intéressantes, et écarter toutes ces misérables et absurdes dénonciations qui, depuis six mois, absorbent presque toutes les séances, tuent la chose publique, sous prétexte de la servir, et ne peuvent tout au plus être utiles qu'à ceux qui ont intérêt à perpétuer les divisions et à faire naître l'anarchie; mais je ne crois pas que le moment soit venu d'adopter les sages mesures que M. Brissot vous a proposées. Sans doute la discussion des grands objets qui occupent en ce moment l'assemblée nationale est un moyen infaillible de faire justice de ces orateurs empiriques, qui, mêlant toujours leur éloge et la calomnie aux saints noms de *liberté*, de *philosophie*, d'*humanité*, de *justice*, et souillant ainsi les mots les plus chers au cœur du vrai patriote, cherchent à semer les haines et les divisions, et servent la cause de nos ennemis en se donnant l'air de la combattre. Mais un trait empoisonné a été lancé de cette tribune dans l'avant dernière séance; il faut, ou que la main qui l'a lancé le retire, ou qu'il perce le cœur de ceux contre lesquels il est dirigé. M. Robespierre a annoncé qu'il avoit un grand complot de conjuration à vous dévoiler; il a annoncé que, dans la séance de vendredi, il mettroit sous vos yeux

(4) Ce discours, dont nous ne donnons qu'un extrait, a été improvisé.

les preuves d'un plan de guerre civile, arrêté dans l'assemblée nationale : je le somme de tenir sa parole : et pour le mettre à même de faire connoître à cette société tous les traîtres à la fois, je lui dénonce un homme qui met toujours son orgueil avant la chose publique, et son amour-propre avant l'amour de la patrie ; je lui dénonce un homme qui parle sans cesse du prix qu'il attache à la confiance du peuple, de son dévouement à défendre les intérêts du peuple, et qui a deserté le poste où la confiance et l'intérêt du peuple l'avoient appelé ; je lui dénonce un homme qui insulte tous les jours à la raison des membres de cette société, en leur parlant d'une faction qui le persécute, tandis que, chef lui-même d'une faction, il y dispose, à son gré, de l'ordre du jour, de celui de la parole et de tous les signes d'approbation ou d'improbation qu'on y reçoit : je lui dénonce un homme qui, soit ambition, soit malheur, est devenu l'idole du peuple et cherche tous les jours à le devenir davantage ; je lui dénonce un homme qui ne cesse d'assiéger la tribune et d'y parler de lui, de ses vertus, de ses sacrifices et de ses terreurs affectées, lorsque l'amour de la liberté lui commanderoit peut être de s'imposer à lui-même la peine de l'ostracisme ; je lui dénonce un homme qui, après s'être opposé à la guerre et avoir prédit qu'elle entraîneroit les plus grands malheurs, puisqu'elle assureroit le triomphe de nos ennemis du dedans, cherche à réaliser ces malheurs en divisant les patriotes, et en semant au milieu d'eux les défiances et les soupçons ; je lui dénonce un homme qui, dans le moment où il cherche à affoiblir, par les accusations les plus absurdes, la confiance du peuple dans la majo-

rité de ses représentans, fait écrire, dans un journal dont il dispose (1), que le moment est venu de donner un dictateur à la France..... Je lui dénonce en même temps un autre homme qui, sans parler jamais des poignards dirigés contre son sein, saura, s'il le faut, mourir au poste où ses concitoyens l'ont appelé, qui servira constamment le peuple, sans jamais parler de lui même, et qui, tant qu'une goutte de sang coulera dans ses veines, ne souffrira pas que la révolution, qui a été faite pour tous, tourne à l'avantage d'un seul.... Et ces deux hommes sont, lui et moi.

(1) L'Ami du Peuple.

DE L'IMPRIMERIE DU PATRIOTE FRANÇOIS,
place du Théâtre Italien.